

Communiqué de presse

L'OMS se dirige vers une nouvelle ère désastreuse de financiarisation de la santé

**Les décisions de l'AMS76 sur le financement durable suscitent des inquiétudes*

Genève, 24 mai 2023

La 76e Assemblée mondiale de la santé (AMS) discute, parmi de nombreux points importants de l'ordre du jour, des "questions émanant du groupe de travail sur le financement durable". Depuis longtemps, l'OMS est confrontée à une pénurie de financement, associée à une source de financement très inefficace. L'affaiblissement financier de l'OMS qui en a résulté a eu des conséquences importantes sur le travail de base de l'agence. Depuis des décennies, les organisations de la société civile et les universitaires soulèvent des questions et appellent à l'arrêt du gel du financement de l'OMS. Enfin, il y a deux ans, un groupe de travail sur le financement durable a été créé avec pour mission d'évaluer les raisons de la pénurie de fonds et de formuler des recommandations pour y remédier.

Le groupe de travail a correctement analysé le fait que l'OMS souffre d'un manque structurel de financement flexible qui a un impact négatif sur son travail et ses priorités. La 75e Assemblée mondiale de la Santé a adopté les recommandations du groupe de travail et a chargé le Secrétariat d'élaborer un mécanisme de reconstitution des ressources afin d'élargir la base financière. De manière surprenante, la décision sur le mécanisme de remplacement, ci-jointe, appelle à un financement affecté aux côtés d'un financement non affecté. Ce n'est rien d'autre que l'institutionnalisation de la contribution affectée qui a conduit au fonctionnement lamentable de l'OMS à différents niveaux, y compris la pénétration croissante du secteur philanthropique privé dans l'organisation.

Lors d'une conférence de presse tenue aujourd'hui, les organisations de la société civile ont exprimé de vives inquiétudes quant à la question du financement de l'OMS et aux voies créées pour les investissements du secteur privé. "Le projet de décision va à l'encontre de l'objectif même de la recommandation du groupe de travail. Selon le budget approuvé de 6834,1 millions de dollars pour l'exercice biennal 2024-25, 5685,8 millions de dollars doivent être financés par des contributions volontaires. L'institutionnalisation du financement affecté stabiliserait davantage les priorités dictées par les donateurs et compromettrait la crédibilité, l'indépendance et l'intégrité de l'OMS", a déclaré Lauren Paremoer de MPS.

"L'influence philanthro-capitaliste ne peut pas être le destin de l'OMS. Elle est désormais acceptée comme un état normal des choses, mais il faut s'y opposer par tous les moyens possibles. Nous appelons les États membres à garantir des fonds suffisants et prévisibles pour préserver le rôle de premier plan de l'OMS dans le domaine de la santé internationale", a déclaré Baba Aye, de l'Internationale des Services Publics.

Le projet de décision donne mandat au Secrétariat de l'OMS pour organiser le cycle d'investissement. Conformément au document A76/32, un forum des investisseurs de l'OMS sera mis en place pour



Health for All Now!
People's Health Movement

soutenir le cycle d'investissement. "Pourtant, l'approche actuelle de l'OMS en matière d'investissement dans la santé publique est très problématique, car elle reproduit intrinsèquement la logique extractive du système bancaire et financier, et non la mentalité à long terme qu'exigent les politiques de santé", a commenté Nicoletta Dentico, de la Société pour le développement international (SID). "Nous devons bien sûr augmenter le financement public, mais le diable se cache dans la fixation de la communauté multilatérale du développement sur l'effet de levier du secteur privé dans les soins de santé, en utilisant l'argent public pour réduire les risques des investissements. C'est pourquoi la création d'un forum des investisseurs à l'OMS apparaît aujourd'hui comme la nouvelle tentative de faire progresser la financiarisation de la santé au cœur même de la gouvernance de l'agence", a déclaré M. Dentico.

Comme l'a déclaré K M Gopakumar du Third World Network (TWN), "l'idée d'un forum des investisseurs de l'OMS porterait gravement atteinte au rôle de la grande majorité des États membres dans la gouvernance de l'OMS. Les participants au forum, qui constituent un réseau plutôt impénétrable de fondations philanthropiques et du secteur privé, contrôleraient de *facto* les priorités de l'OMS. En outre, il légitime également le blanchiment de l'argent et des images du secteur privé par l'intermédiaire de la Fondation de l'OMS".

Note à l'éditeur : Le [document A76/32](#) sur le financement durable révèle un changement de perspective sur la *manière dont* l'OMS devrait être financée. Alors que le nouveau financement vise à augmenter les contributions mises en recouvrement, jusqu'à 50 % d'ici 2028, seuls 20 % du segment de base actuel du budget proviennent des contributions mises en recouvrement. Les lacunes seront comblées par le mécanisme de financement (FM), également appelé mécanisme de reconstitution des ressources, qui comprend des contributions volontaires (affectées). Les contributions volontaires (CV) sont assorties de conditions. Le diktat basé sur le système d'affectation des fonds maintient l'OMS dans la dépendance des contributions volontaires et réduit effectivement les décideurs à un petit groupe de riches donateurs étatiques et non étatiques qui seront en mesure de déterminer de manière disproportionnée les priorités de l'OMS au cours du forum des investisseurs. Les CV peuvent donc constituer un obstacle à l'accomplissement par l'OMS de son mandat normatif. En outre, les sociétés de capital-risque compliquent la définition des priorités, car il n'est pas toujours possible de prévoir à quoi les donateurs voudront consacrer leurs dons. Enfin, le mécanisme et le forum d'investissement proposés risquent de limiter la voix des pays du Sud au sein de l'OMS, bien qu'ils constituent la majorité des membres de l'OMS et qu'ils soient souvent au centre des programmes et des politiques de l'OMS.

L'OMS est financée par trois sources. Les gouvernements contribuent à sa capacité financière de base par le biais de ce que l'on appelle les "contributions obligatoires". L'OMS est libre d'utiliser ces fonds de manière indépendante en fonction de ses priorités - actuellement, ils ne représentent que 14 % du financement de l'OMS. Le deuxième type de contribution est celui des donateurs qui versent des fonds non affectés, bien que la proportion soit beaucoup plus faible. Le troisième type de contribution est le financement affecté par les donateurs. Au fil des ans, les fonds affectés ont augmenté de manière spectaculaire, dépassant les autres types de financement et réduisant la liberté d'action de l'OMS. Actuellement, 83 % du soutien financier de l'OMS provient de dons affectés. Cette situation compromet fortement l'indépendance de l'OMS.



Health for All Now!
People's Health Movement

A propos de nous :

Une conférence de presse a été organisée aujourd'hui par quatre organisations - People's Health Movement (PHM), Society for International Development (SID), Public Services International (PSI) et Third World Network (TWN) - à Genève, en Suisse, pour exprimer leur vive inquiétude concernant le financement de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Contacts :

Jyotsna Singh : +91 9999332811 (WhatsApp, Signal, Telegram)

Lauren Paremoer, MPS : lauren@phmovement.org

Nicoletta Denticò, SID : ndenticò@sidint.org

Baba Aye, PSI : baba.aye@world-psi.org

K. M. Gopakumar, TWN : kumargopakm@gmail.com